

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Le-parti-communiste-de-Grece.html>

Le parti communiste de Grèce poursuivra avec encore plus de fermeté la lutte pour le renversement de la barbarie capitaliste

Date de mise en ligne : dimanche 15 juillet 2012

- Actualité politique internationale - Europe - Grèce -

Description :

Article de Giorgos Marinou

Membre du Bureau Politique du Comité central du KKE

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

29 juin 2012

Le KKE présente ses plus chaleureux remerciements aux partis communistes, aux hommes et aux femmes communistes, tout comme à un très grand nombre d'autres militants du monde entier qui ont exprimé leur sincère solidarité et leur soutien à notre parti, parce qu'ils ont apprécié les dures batailles de classe qu'il a menées sur une longue période, avant et pendant la crise capitaliste.

Notre parti continuera à se montrer digne de leur confiance et va intensifier la lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, des couches populaires, pour le renversement de la barbarie capitaliste, le socialisme. Parce que le but, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, le principe fondateur des partis communistes, le demande.

Les développements en Grèce, et particulièrement les deux dernières élections, ont déclenché beaucoup de discussions à propos du KKE et de « la gauche », du rôle des « gouvernements de gauche », et de la position des communistes.

Certaines forces qui utilisent encore le titre « *parti communiste* » malgré le fait qu'elles soient en voie de mutation social-démocrate, et d'autres forces qui parlent au nom de la « *gauche* », ont ouvert un front de manière ouverte ou sournoise contre le KKE, calomniant son activité, dissimulant ou déformant ses positions, avec des propos sans fondement sur le sectarisme, régurgitant les polémiques de l'ennemi de classe, adoptant et disséminant les positions de SYRIZA.

Syriza est un parti qui soutient fanatiquement l'UE et véhicule un point de vue utopique au sujet du « **capitalisme à visage humain** ». Il comprend des forces opportunistes de droite, des détritiques de la lutte des classes, des groupes d'ultra-gauche marginaux (trotskistes et anciens maoïstes) et une part significative de personnel provenant du PASOK, le parti social-démocrate.

Les forces qui ont ouvert un front contre le KKE, parmi elles l'appareil du « *Parti de la gauche européenne* » et d'autres organisations soutenant la caricature que représente le « *socialisme du XXI^e siècle* », ont été mises à nu car l'activité du KKE et sa contribution à la lutte révolutionnaire les contredit. Mais leur position est dommageable pour la classe ouvrière, les couches populaires et la jeunesse, car ils prennent le parti des opposants des communistes. Les communistes qui luttent de façon consistante contre la classe bourgeoise ainsi que l'impérialisme, et s'opposent de façon militante à l'intégration des travailleurs aux objectifs du capital.

Nous appelons les hommes et les femmes communistes, les travailleurs qui suivent les développements en Grèce et sont intéressés par le cours de la lutte des classes, à mieux comprendre la stratégie et la tactique du KKE, son histoire et ses luttes. Ils devraient juger ses positions sur la base de critères idéologico-politiques spécifiques, et pas sur des rumeurs et des calomnies sans fondements. Ils seront alors capables de discerner le fait que l'attaque sur la stratégie du KKE et sa politique d'alliances, ainsi que les diverses déclarations risibles concernant le sectarisme et l'isolationnisme, ont été initiés par les forces bourgeoises ou des forces qui ont en réalité rejeté les principes marxistes-léninistes, la nécessité du socialisme, l'essence de la lutte des classes qui est significative quand elle est liée au pouvoir populaire-ouvrier.

Ils seront capables de discerner le fait que ces forces suivent une ligne politique dirigée par la bourgeoisie qui se cache derrière les propos sur une « *solution de gauche* », semant des illusions à propos de « **l'humanisation du capitalisme** », avec des conséquences très négatives pour la lutte des travailleurs.

Ce qu'il y a de pire, c'est que ces forces qui attaquent perfidement le KKE et prétendent parfois être son « *ami* », essaient d'exploiter le résultat de cette élection qui est négatif pour le peuple, dans une tentative de soutenir leurs dangereuses positions.

CONCERNANT LES DÉVELOPPEMENTS EN GRÈCE

En Grèce, la profonde crise capitaliste de suraccumulation qui est entrée dans sa quatrième année, s'est combinée à la crise dans d'autres États-membres de l'UE, provoque une agressivité intense des monopoles et de leurs représentants politiques et trouve son expression dans la stratégie anti-populaire dans son ensemble. Les mémorandums, qui ont été signés par les gouvernements grecs, l'UE, la BCE et le FMI, font partie de cette stratégie.

La détérioration de la situation de la classe ouvrière et des couches populaire causée par l'offensive du capital, le développement de la lutte des classes avec la contribution décisive du KKE et du mouvement de classe, a mené à une érosion significative du parti social-démocrate PASOK qui a appliqué pendant plusieurs années la cruelle ligne politique anti-populaire. Cela a mené à l'érosion du parti libéral ND, et du système bipartiste tout entier qui a perdu la capacité de piéger les forces populaires qu'il maîtrisait jusque-là.

Sur cette base, la restructuration de la scène politique est soutenue par la classe bourgeoise, l'Union européenne et d'autres mécanismes impérialistes, afin de gérer plus efficacement la crise capitaliste en faveur du capital, d'entraver la lutte des classes, d'attaquer le KKE et le mouvement de classe.

Un élément basique de cette restructuration de la scène politique est la création de deux pôles : le « centre droit » basé sur ND, et le « centre gauche » avec Syriza à son centre associée à la participation d'importantes fractions du personnel du PASOK qui porte des responsabilités criminelles quant à l'application de la ligne politique anti-populaire ces dernières années.

La Grèce et les élections parlementaires ont été utilisées comme une arène de compétition inter-impérialiste entre les États-Unis, l'UE, l'Allemagne et la France. Cela s'est exprimé dans la position des forces politiques grecques, avant tout par ND, le PASOK et Syriza qui flirte avec la France et les États-Unis.

L'intégration profonde et multi-facettes de la Grèce dans l'Union européenne, la crise profonde et prolongée combinée à la manifestation de la récession dans la zone euro a rendu l'intervention de l'UE, du FMI et des États-Unis extrêmement nécessaire pour décapiter toute tendance à la radicalisation du mouvement en Grèce et son impact international.

Les déclarations systématiques des représentants des organisations impérialistes, tout comme les articles de la presse étrangère, notamment l'appel du Financial Times allemand à voter pour ND, ont renforcé la polarisation et le chantage fait au peuple afin qu'il se tourne vers les deux pôles de la gestion bourgeoise.

L'ÉVALUATION DU RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

Le KKE a fait un effort énorme, et a reçu 8,5%, 536 000 votes et 26 députés aux élections du 6 mai, mais ce ne fut pas satisfaisant. Il a parlé clairement des plans visant à affaiblir le Parti, il a prédit et combattu avec tout sa force l'offensive organisée contre le KKE et est resté sur ses pieds avec des pertes de 4% de sa force électorale, une

réduction des votes et des députés, recevant 4,5%, 277 000 votes et 12 députés.

Que s'est-il passé entre les deux élections ? Quels dilemmes ont été posés par le système bourgeois pour piéger les forces populaires ? Le CC du KKE a rendu une évaluation initiale du résultat, qui est à présent discutée dans les organisations du Parti et dans les réunions avec des amis du Parti afin de réunir l'expérience collective pour qu'elle soit utilisée dans l'évaluation finale. Pour comprendre l'atmosphère politique qui a prévalu dans la seconde élection, il est important de garder à l'esprit que selon les lois électorales le premier parti a reçu un bonus de 50 députés (sur les 300 au Parlement grec) pour que soit facilitée la tentative de former un gouvernement. Aux premières élections (lors desquelles le KKE a obtenu 8,5%) la différence entre le 1er parti (ND) et le 2d (SYRIZA) était de 2,1% et la lutte pour la première position a créé les conditions d'une intense polarisation.

Le CC du KKE a rendu l'évaluation suivante : *"Les pertes significatives connues par le KKE ne reflètent pas l'impact de ses positions et de son activité. Cela s'est produit sous la pression d'un flot d'illusions et de la logique du prétendu moindre mal, la voie indolore et facile par laquelle l'on croit possible de former un gouvernement pour gérer la crise dans le cadre du pouvoir des monopoles et de l'intégration à l'UE, qui tentera de mettre un terme à la détérioration de la condition du peuple. En même temps, il y a eu l'impact de l'atmosphère de peur et d'intimidation concernant l'expulsion de la Grèce de la zone euro. Cela s'est produit dans le cadre d'une offensive systématique et en sous-main par les mécanismes idéologico-politiques du système, et même à travers l'utilisation systématique de l'internet. L'objectif principal était d'affaiblir le KKE afin d'empêcher la montée du mouvement ouvrier dans une situation où la condition du peuple se détériore.*

La conclusion est que le résultat de l'élection dans son ensemble reflète la tendance à l'endiguement du radicalisme de classe qui s'est développé pendant la période de la crise, sous la pression d'une montée du radicalisme petit-bourgeois, guidé par l'idéologie et la propagande bourgeoises. Il est évident que les luttes qui se sont développées ne sont pas parvenues à approfondir et consolider le radicalisme dans la mesure où elles n'ont pas pris un caractère de masse et n'ont pas construit l'organisation et l'orientation politique que les conditions actuelles requièrent. En dernière analyse, toute tendance positive qui s'est développée a été influencée par le maigre contenu anti-mémorandum, par la diminution des attentes dans les conditions de l'expansion de la pauvreté et du chômage de masse"

LE RÔLE DE Syriza

Les forces qui soutiennent secrètement ou ouvertement Syriza et calomnient le KKE sont obligées d'expliquer aux membres et aux cadres de leurs partis, à la classe ouvrière et aux couches populaires les problématiques suivantes :

Pourquoi cachent-ils que l'élément commun dans la ligne politique de ND, PASOK, SYRIZA et les autres partis, mis à part le KKE, est leur soutien à l'union impérialiste entre États que représente l'UE et qui applique une stratégie anti-populaire manifeste, formée et développée en concordance avec les intérêts des groupes monopolistes et des multinationales ?

Pourquoi cachent-ils le fait qu'une section de la classe bourgeoise, de puissants groupes financiers qui contrôlent les journaux, la radio et les chaînes de télévision, ont aidé Syriza de façon décisive ? Ce fut aussi vrai pour la radio et les chaînes TV d'État, pendant que le président des industriels grecs proposait un gouvernement d'union nationale avec la participation de ce parti.

Pourquoi cachent-ils le fait que, pendant la durée des élections et particulièrement après celles du 6 mai, Syriza a abandonné jusqu'à sa phraséologie tonitruante concernant l'annulation du mémorandum et de l'accord de prêt, la

nationalisation des entreprises, etc. et a complètement ajusté son programme aux besoins de la gouvernance bourgeoise ?

Pourquoi cachent-ils le fait qu'une large portion des cadres les plus corrompus du PASOK provenant des autorités régionales, des municipalités, des syndicats et de l'appareil d'État, ont joué un rôle important dans la manipulation des forces populaires et des électeurs du PASOK en exerçant des pressions multi-facettes en faveur de Syriza ?

Pourquoi cachent-ils le fait qu'il y a un plan souterrain visant à restructurer la social-démocratie autour de Syriza ? La social-démocratie a prouvé qu'elle était très utile pour aider la classe bourgeoise à éroder la conscience radicale du peuple en faveur de la « voie à sens unique européenne » et pour attaquer et contrôler le mouvement ouvrier.

Pourquoi cachent-ils le fait que ce parti a utilisé de façon continue l'anticommunisme, alors qu'au même moment il lançait des appels à l'« **unité de la gauche** » ? À un meeting électoral central de Syriza, en présence de son président, le « *philosophe* » slovène Slavojek, dans une vulgaire démonstration d'anticommunisme, a déclaré que « *C'est, si je comprends correctement, ce que le KKE, qui est grosso modo le parti des gens qui sont encore en vie parce qu'ils ont oublié de mourir, est en train de vous dire* » et a reçu des applaudissements enthousiastes de l'audience !

Pourquoi cachent-ils le fait que ce parti a utilisé toutes les sales tactiques possibles contre le KKE afin de s'emparer des voix du peuple dans sa quête pour la première position aux élections ou bien la capacité à former un gouvernement de parti unique ?

De sales tactiques qui incluaient parmi d'autres choses le fait d'approvisionner les journalistes bourgeois avec une fausse propagande « noire » concernant des avis divergents au CC et au BP du KKE vis-à-vis de la position à l'égard de Syriza et la participation à un gouvernement de gestion bourgeoise. L'expérience provenant des conditions dans lesquelles le KKE s'est battu est valable pour chaque PC, et pour cette raison nous les informons à propos des provocations qui ont eu lieu, notamment celle sur Twitter où les mécanismes ont créé un faux compte du KKE qu'ils ont utilisé par la suite pour appeler la population à voter pour Syriza.

Pourquoi cachent-ils le fait que, quelques jours avant les élections, le président de Syriza s'est réuni avec du personnel diplomatique des pays du G20 à Athènes afin d'« établir un climat de confiance » ? Avec qui exactement ? Avec le club des plus puissants capitalistes et impérialistes au monde.

Et il y a plus. La direction de Syriza a présenté la ligne politique d'Obama au peuple grec comme une politique réaliste de gestion de la crise en faveur du peuple. Pendant ce temps, il déclarait aussi de façon mensongère que l'élection du social-démocrate Hollande serait un facteur qui apporterait un « **vent nouveau** » et de changements favorables au peuple en Europe. Au même moment le gouvernement social-démocrate en France appelait le peuple grec à se soumettre aux engagements de l'UE et - malgré la compétition inter-impérialiste - s'entend avec le gouvernement allemand pour préparer de nouvelles mesures anti-populaires mises en place dans l'UE pour l'intégration politique et économique.

Ces faits ne peuvent être ignorés. Le KKE n'a pas besoin de recourir à des théories conspirationnistes. La vérité ne peut être cachée. C'est d'une importance fondamentale pour que chaque travailleur qui s'intéresse à la situation en Grèce et au rôle des forces politiques puisse se forger un point de vue.

Pendant une longue période, des mythes ont été propagés concernant le rôle de SYRIZA dans le mouvement ouvrier et populaire. Elle fut présentée de façon trompeuse comme une puissante force d'opposition alors qu'en réalité il n'avait qu'une force inexistante ou une contribution minimale au développement de la lutte dans les usines, dans les

entreprises, et à l'organisation de grèves et d'autres mobilisations de masse.

En réalité, ce parti était l'arrière-boutique de la Fédération générale des travailleurs grecs (GSEE) et de la Fédération des travailleurs du secteur public (ADEDY) qui opèrent comme les instruments du capital et véhiculent le trade-unionisme et la « collaboration de classe » des employeurs et du gouvernement.

La position de Syriza dans le mouvement des « places », qui était éphémère, avait un caractère de masse limité et était un terreau fertile pour les idées réactionnaires, était opportuniste et intégré aux plans de ceux qui cherchaient à s'emparer des rênes de la gouvernance bourgeoise. Syriza porte de sérieuses responsabilités parce qu'il a partagé les « places des indignés » avec l'abomination fasciste qu'est l'« Aube dorée », laquelle se présentait (aux côtés d'autres forces nationalistes) comme une force anti-mémorandum, promouvant des slogans vulgaires et réactionnaires afin de manipuler l'indignation des travailleurs.

LA LUTTE DU KKE

L'offensive contre le KKE après les élections n'est pas simplement menée par les différents groupes trotskistes bien connus, mais aussi par les forces du Parti de la gauche européenne, comme le « Bloc de gauche » portugais et la « Refondation communiste » italienne. Les présidents de ces deux partis n'ont pas pu résister à une démonstration d'aversion de l'opportunisme européen à l'égard du KKE.

La position de certaines forces qui blâment le KKE parce que ND a été capable de former un gouvernement est tout aussi provocante. Ces forces, cependant, cachent le fait que le seul parti qui soit vraiment entré en conflit avec ND et PASOK est le KKE car, à la différence de Syriza, il n'est pas soumis à l'UE, à l'OTAN, au grand capital et à son pouvoir. Il ne répand pas d'illusions parlementaires et il dit au peuple la vérité à propos des forces qui soutiennent la gestion bourgeoise. Notre parti a lutté pendant des années contre les intimidations du dilemme « droite ou anti-droite », « centre-gauche ou centre-droit » et combat la logique sans issue du moindre mal qui a mené les partis communistes en Europe à se mettre à la remorque de la social-démocratie.

L'effort pour calomnier le KKE va échouer car les meneurs seront totalement démasqués vu que la propagande concernant le sectarisme et l'isolationnisme, qui est utilisée par ces forces pour attaquer notre parti, est réfutée par le rôle dirigeant du KKE, de la KNE mais aussi du PAME, des syndicats de classe, des rassemblements militants des couches populaires et de la jeunesse dans des dizaines de grèves à l'échelle du pays, du secteur d'activité ou de l'entreprise, dans des centaines de mobilisations aux multiples visages qui ont rallié des centaines d'ouvriers qui combattaient pour des revendications qui expriment les droits des travailleurs et entrent en conflit avec le pouvoir du capital, la barbarie capitaliste.

Ces réalisations significatives ne sont pas annulées par les résultats des élections qui sont négatifs pour le peuple.

Ils constituent une expérience de valeur et un héritage pour l'intensification de la lutte de classes jusqu'à la fin.

Le KKE s'est opposé à la fusion des groupes dirigeants au sommet et met l'accent sur l'alliance sociale entre la classe ouvrière, les couches populaires urbaines et rurales avec la participation des femmes et de la jeunesse. Il rejette la coopération pour la formation d'un « gouvernement de gauche » visant à gérer le capitalisme et insiste sur la formation de l'alliance socio-politique qui combattrait pour les problèmes du peuple, qui entrerait en conflit avec les monopoles et l'impérialisme et dirigerait sa lutte vers le renversement de la barbarie capitaliste, la conquête du pouvoir de la classe ouvrière et du peuple.

La stratégie qui promet un meilleur futur aux travailleurs et aux chômeurs à travers un soi-disant gouvernement de gauche ou progressiste, alors que le pouvoir du capital et la propriété capitaliste des moyens de production restent intacts, est dangereuse. Cette stratégie a été testée et a prouvé sa faillite. Elle a mené les partis communistes à l'assimilation et même à la dissolution.

Cette stratégie masque le problème fondamental. Elle masque le fait que le problème du chômage, qui s'accroît de façon incontrôlée, ne peut pas être résolu tant que la force et la richesse produites par la classe ouvrière restent entre les mains des capitalistes, aussi longtemps que l'anarchie capitaliste et le profit existe.

Les besoins contemporains du peuple ne peuvent pas être satisfaits dans la mesure où le capitalisme se trouve dans sa phase finale, l'étape impérialiste, et est totalement réactionnaire. Les difficultés à reproduire le capital, la concurrence des monopoles pour leur domination renforce les attaques visant à réduire le prix de la force de travail, et augmenter le taux d'exploitation. Même les petits gains requièrent des conflits très durs avec le capital comme l'a démontré la grève héroïque de 7 mois menée par les métallos à Aspropirgos, et qui a été soutenue de façon constante par le KKE et le PAME aux côtés de milliers de travailleurs en Grèce et à l'étranger qui ont exprimé leur solidarité de classe.

La lutte quotidienne pour le droit à travailler, pour la protection des chômeurs, pour les salaires et les retraites, pour la gratuité des soins, le bien-être et l'éducation, la lutte quotidienne contre les guerres impérialistes, pour le désengagement des unions impérialistes, pour la souveraineté du peuple, pour les droits démocratiques, est inextricablement liée à la lutte pour le renversement du capitalisme.

La position de principe du KKE souligne qu'un parti révolutionnaire ne peut pas avoir deux visages, ne peut pas renier sa stratégie, sa lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple, pour le socialisme, dans le seul but d'arracher des votes aux élections parlementaires en soutenant les formations « *gestionnaires* » qui consolident le système.

Le KKE a dit la vérité au peuple. Il l'a appelé à soutenir le parti afin de le renforcer, de telle sorte qu'il puisse contribuer de façon décisive à la prévention des mesures anti-populaires, au regroupement et au renforcement du mouvement ouvrier et populaire, au développement de luttes militantes, pour paver la voie à des changements radicaux.

Le KKE a ramé à contre-courant, comme il l'a fait en d'autres temps sur des sujets cruciaux, lorsqu'il exposait, entre autres choses, le caractère de la contre-révolution, du renversement du socialisme, et le caractère impérialiste de l'UE, quand il combattait contre l'UE, quand il s'opposait au traité de Maastricht, quand il condamnait les interventions impérialistes et les prétextes qui les justifiaient, etc.

Dans cette voie, le KKE a lutté dans les élections contre le courant de peur et de fatalisme, des différentes menaces allant de l'expulsion de la zone euro à la peur de ne pas avoir de gouvernement et les illusions qui étaient systématiquement répandues par Syriza. Il a expliqué au peuple le caractère de la crise et les conditions préalables à une voie de sortie en faveur des travailleurs, les conditions préalables qui sont liées au désengagement de l'UE et de l'OTAN, à l'annulation unilatérale de la dette et à la socialisation, c'est-à-dire au gouvernement de pouvoir populaire et ouvrier. Il a opposé le gouvernement du pouvoir populaire et ouvrier au gouvernement de gestion bourgeoise. Il a mené cette bataille en prenant en compte le danger du coût électoral.

Mais même la plus petite retraite de la part du parti en face des pressions pour qu'ils participe à un gouvernement visant à gérer la crise aurait mené au désarmement et à la retraite-défaite du mouvement ouvrier, à la fin de l'effort pour la formation d'une puissante alliance socio-politique, qui entrerait en conflit avec la ligne politique des

monopoles, les unions impérialistes que sont l'UE et l'OTAN. Il aurait renié chaque effort pour rallier le peuple dans la lutte concernant les problèmes quotidiens, qui s'aiguisent de façon croissante, et dans la perspective du pouvoir ouvrier et populaire. En pratique le KKE aurait été amené à remettre en cause la consistance et la solidité de ses propres mots d'ordre et de ses actions, tout comme il lui aurait fallu appliquer des régressions dommageables et erronées d'un caractère décisif tant à son programme qu'à ses tâches immédiates pour la lutte.

Il est de grande importance que dans de telles conditions, quand une série d'autres partis communistes ne sont pas représentés au parlement ou ont été dissous dans des formations de gauche social-démocrate et opportunistes en Europe, le KKE soit resté debout avec une force électorale amoindrie en comparaison d'une influence politique plus large. Sa stratégie concernant les deux voies de développement, concernant la nécessité d'alliances socio-politiques et la lutte pour le pouvoir populaire et ouvrier, l'expansion et l'approfondissement de ses liens avec la classe ouvrière, les couches populaires pauvres, reste le but de ses nouvelles activités au sein du peuple, de telle sorte que les travailleurs restent debout et ne soient pas brisés par les nouveaux dangers qui les attendent.

La stratégie du KKE a été confirmée par les événements au quotidien. C'est une stratégie basée sur les principes communistes, basée sur les lois de la lutte des classes. Elle détermine l'objectif, la voie et les conditions préalables pour résoudre la contradiction fondamentale entre le capital et le travail, afin de résoudre le problème central du pouvoir et abolir les rapports de production fondés sur l'exploitation dans des conditions où le capitalisme souffre de ses irréconciliables contradictions, devient plus réactionnaire et dangereux, et où aucune formule gestionnaire ne peut apporter de solution en faveur du peuple. Avec cette stratégie, avec cette ligne de conduite, le KKE a contribué sans relâche aux efforts visant à rassembler le mouvement communiste sur une base révolutionnaire ; il encourage et soutient la lutte des communistes, la lutte anti-impérialiste partout dans le monde, il renforce la solidarité internationaliste pendant qu'au même moment il assume ses responsabilités pour le développement de la lutte des classes à l'échelle nationale.

Notre parti est très exigeant dans l'évaluation autocritique de son parcours. Il souligne que ce n'est pas assez d'avoir une stratégie et un militantisme corrects. Il étudie ses faiblesses pour qu'il puisse devenir plus efficace sur des questions d'orientation politique, améliorer l'éducation idéologico-politique, accélérer la consolidation du parti dans les usines, les lieux de travail, les quartiers populaires, renforcer le mouvement de classe, de telle sorte que la participation aux syndicats et à d'autres organisations de masse augmente et que de nouvelles forces rejoignent la lutte.

Le KKE continue sa lutte concernant tous les problèmes du peuple avec un sens plus grand encore de la responsabilité et de la décision. Il se focalise sur la lutte contre les politiques de taxation anti-populaires, pour les accords de négociations collectives, pour les salaires et les retraites, pour la protection des chômeurs, la santé, le bien-être et l'éducation. En même temps il prépare ses forces face au danger d'une guerre impérialiste contre la Syrie et l'Iran.

Il combat contre les mesures anti-populaires de ND, du PASOK et de la Gauche démocratique qui a émergé d'une scission de Syriza et fait partie du plan pour la manipulation « de gauche » du peuple. Il mène une lutte plus organisée contre les illusions de gauche de Syriza, renforce sa lutte contre les fascistes de l'Aube dorée.

Nous avons informé beaucoup de partis communistes, il y a bien longtemps, que l'attaque contre le KKE s'intensifierait. De nombreux camarades savent que la classe bourgeoise, l'État et les mécanismes para-étatiques ont testé des moyens pour la répression et la provocation contre le KKE et le PAME, et nous avons besoin à présent d'être vraiment bien préparés afin de faire face à l'intensification des attaques contre le parti.

Nous continuons notre lutte. Nous essayons de devenir plus efficaces dans l'organisation et le développement de la lutte des classes.

La réduction de la force électorale du KKE ne remet pas en cause les avantages décisifs que notre parti a réunis avec de grands efforts. Il ne remet pas en cause le pouvoir qu'il a dans les syndicats, les organisations de masse, le mouvement ouvrier et populaire, son prestige dans la classe ouvrière, et la confiance que le peuple entretient à son égard dans les luttes de tous les jours, que cela s'exprime ou non dans les élections.

"Amis des beaux jours"

Ainsi, les forces qui ont cherché ouvertement ou secrètement à interpréter le résultat des élections d'une manière arbitraire afin de saper la stratégie et les tactiques du KKE tout comme son rôle dans le mouvement communiste international seront jugées par les communistes révolutionnaires, par la classe ouvrière.

Il y a des forces plus que suffisante pour gérer le système. Ce dont le peuple a besoin, c'est de véritables partis communistes qui ne gèreront pas la barbarie capitaliste au nom de la « *gauche gouvernementale* » et au nom de l'acceptation « *réaliste* » du rapport de forces.

En empruntant cette voie vous pavez la voie aux forces du capital et un temps précieux est perdu pour lequel la classe ouvrière et les couches populaires payeront un grand prix.

Giorgos Marinou

Membre du Bureau Politique du Comité central du KKE

29 juin 2012